

# SECOND SEMESTRE 2021 : EST-ON RÉELLEMENT SORTI DE LA CRISE ?

#135 | Mai 2022

OBSERVATOIRE | Note de conjoncture

## Chiffres-clés du pays de Brest à la fin du 2<sup>d</sup> semestre 2021

(Évolution par rapport au 2<sup>d</sup> semestre 2020)



**37 %**

des chef-fe-s d'entreprise déclarent une augmentation de leur chiffre d'affaires au cours du 2<sup>d</sup> semestre 2021

(source : CCIMBO Brest, Adeupa)



**+22,6 %**

de hausse des déclarations préalables à l'embauche au 2<sup>d</sup> semestre 2021 (+21 % en Bretagne) soit 4 800 contrats supplémentaires par rapport à l'année précédente

(source : Urssaf)



**+3 185**

emplois salariés privés entre les 4<sup>es</sup> trimestres 2020 et 2021 (+3,4 % en un an ; +3,8 % en Bretagne)

(source : Urssaf)



En forte hausse :

- Hôtellerie, restauration
- Autres services



En baisse :

- Services administratifs et soutien



**6,1 %**

de taux de chômage dans la zone d'emploi de Brest au 4<sup>e</sup> trimestre 2021, taux le plus bas depuis 20 ans (5,8 % en Bretagne)

(source : Insee)



**-13,4 %**

de demandeur-euse-s d'emploi dans la catégorie A entre les 4<sup>es</sup> trimestres 2020 et 2021 (-16,1 % en Bretagne) -17,6 % pour les demandeur-euse-s d'emploi de longue durée (> à 1 an)

(Source : Dares - Pôle emploi, STMT données brutes - moyenne trimestrielle). Traitement Direccte Bretagne



**69 340 m<sup>2</sup>**

de surfaces autorisées en locaux d'activité (hors locaux agricoles) au 2<sup>d</sup> semestre 2021 -12 % en un an

(source : Dreal - Sit@del)



**1 421**

logements autorisés au 2<sup>d</sup> semestre 2021 -10 % en un an

(source : Dreal - Sit@del)



Besoin de main-d'œuvre dans le pays de Brest en 2022

**20 000** projets de recrutement

+26,7 % par rapport à 2021, +16 % en Bretagne

65 % des projets de recrutements sont jugés difficiles par les employeurs  
Sont plus particulièrement concernées :

les professions de la pêche, agricoles et agroalimentaires, sociales et médico-sociales, du bâtiment et de la construction

(source : Dreal - Sit@del)

# En résumé

Après un premier semestre 2021 porteur, durant lequel un grand nombre d'indicateurs économiques étaient déjà au vert, la seconde partie de l'année a confirmé la bonne reprise générale. La levée progressive des restrictions sanitaires et le soutien des aides publiques ont permis un fort rebond de la croissance, laissant suggérer que les acteurs économiques ont surmonté les effets de la crise, voire dépassé des niveaux d'activité d'avant 2020. Les chefs d'entreprise retrouvent confiance dans la pérennité de leur activité. Pour autant, des difficultés semblent se renforcer en termes de recrutement, et de hausse des coûts des matières premières et de l'énergie. Si la situation de l'emploi semble considérablement s'améliorer avec une hausse du nombre de salariés, des recrutements, ainsi que par la baisse du taux de chômage à un niveau historiquement bas, les bénéficiaires sont contrastés entre des jeunes actifs qui parviennent à rebondir et d'autres profils<sup>1</sup> dont les difficultés s'accroissent. Certaines incertitudes se profilent également pour les entreprises ayant pu bénéficier d'aides financières contribuant à un niveau de défaillance particulièrement bas, mais dont le remboursement pourrait fragiliser leur trésorerie.

<sup>1</sup> Seniors, personnes durablement éloignées de l'emploi

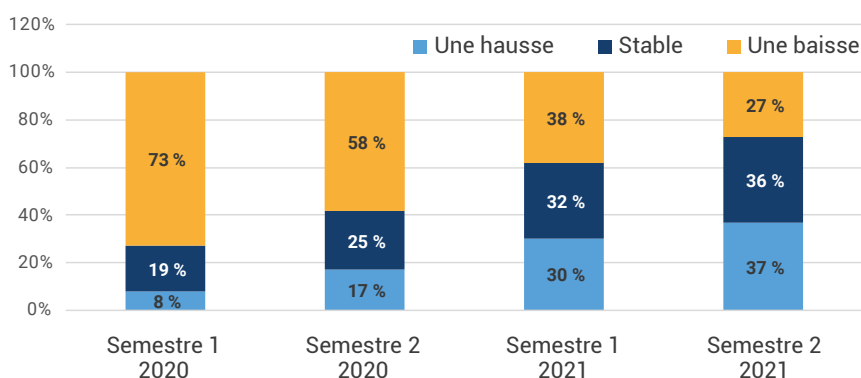
## Activité économique

### Un niveau de chiffre d'affaires comparable à fin 2019 constaté par les chefs d'entreprise

Fin 2021, les résultats concernant le chiffre d'affaires sont similaires à ce qu'on pouvait constater fin 2019, c'est-à-dire avant le début de la crise sanitaire. En effet, désormais 37 % des répondants annoncent une hausse de cet indicateur au cours du 2<sup>d</sup> semestre 2021 contre 30 % au premier. Comme le semestre précédent, le commerce semble davantage en prises aux difficultés avec 38 % des répondants qui déclarent une baisse, contrairement aux secteurs de l'industrie et de la construction.

Les perspectives des 6 premiers mois de 2022 sont plus nuancées puisque les chefs d'entreprise semblent plutôt miser sur une stabilité de leur exercice. L'annonce début décembre 2021 des prochaines vagues du virus a pu influencer sur leurs prévisions et conforter leur incertitude face à l'avenir de court terme.

### Évolution du chiffre d'affaires selon les chefs d'entreprises du bassin de Brest au second semestre 2021



Source : enquête de conjoncture CCIMBO-Adeupa

### Actualité des entreprises du pays de Brest

Malgré la reprise économique constatée, quelques firmes locales semblent en difficulté. C'est le cas par exemple de l'entreprise Navtis, historiquement ancrée au port de Brest, qui a été reprise par le groupe marseillais SNEF. La société, spécialisée dans la réparation navale, et pourtant en croissance d'activité ces dernières années, (cf. Observatoire de l'économie maritime), a pâti, entre autres, de la perte de contrats.

Au bord de la liquidation judiciaire, le rachat par la SNEF a permis de sauvegarder 153 des 202 emplois.

À l'inverse, l'Ambassade bretonne, enseigne de crêperie dont le siège est brestois, poursuit sa croissance sur le territoire (Recouvrance) mais aussi ailleurs en France, avec l'ouverture de son dixième établissement à Marseille. Le Comptoir

Irlandais dont le siège est situé à Plouédern souhaite surfer sur sa croissance de 30 % depuis 2019. L'enseigne qui regroupe déjà 45 magasins prévoit de doubler le nombre de points de vente d'ici 10 ans, notamment à l'international (Belgique, Allemagne et Irlande). De son côté, B&B a ouvert un 3<sup>e</sup> hôtel à Brest, sur le port de commerce, trente ans après sa création. L'entreprise est actuellement présente dans 14 pays.

Dans le même temps, le plan France Relance, qui vise à accélérer les transitions pour favoriser une économie décarbonée, a retenu plusieurs entreprises du territoire. C'est le cas de l'entreprise Amzair, à Plabennec, qui produit des pompes à chaleur 100 % en intérieur et éco-conçues et cherche à

accroître ses capacités de production sur un marché très concurrentiel. L'entreprise espère atteindre un chiffre d'affaires de 10 M€ en 2023, en se positionnant notamment sur le marché de la commande publique. L'usine de crêpes Whaou! investit quant à elle 2,6 M€ pour agrandir son site

de production dont la surface portera sur 9 700 m<sup>2</sup> au total. Enfin, Cloître imprimeurs va investir 2,2 M€ pour acquérir 3 nouvelles machines. L'entreprise de Saint-Thonan a pu compter sur une subvention de l'État de 600 000 € dans le cadre du volet « industrie du futur » du plan France Relance.

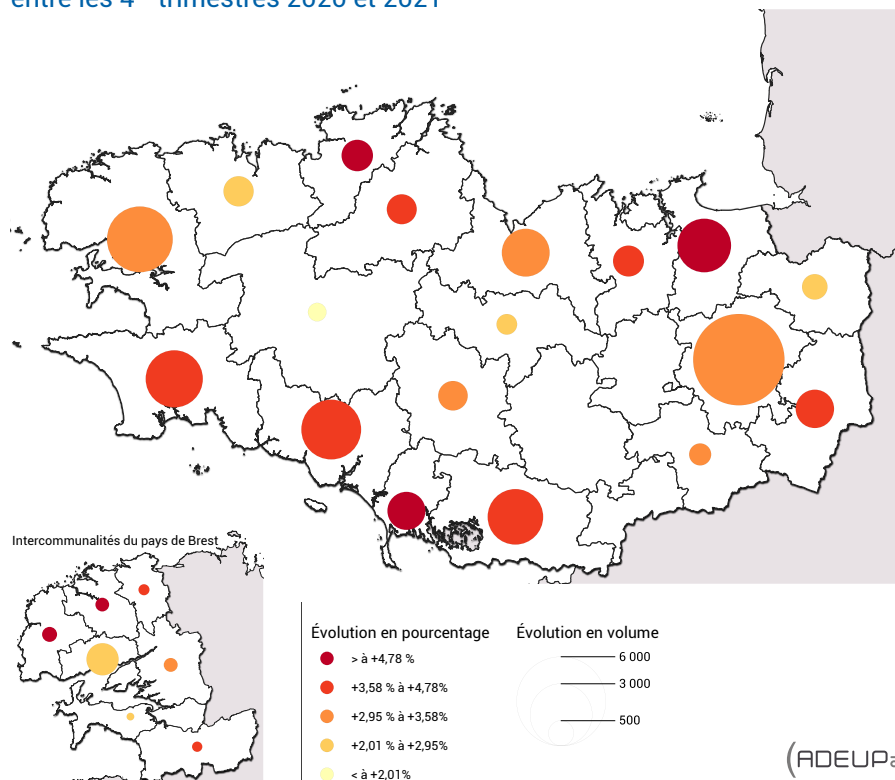
## Une nette augmentation de l'emploi salarié privé au deuxième semestre

Lors du quatrième trimestre 2021, les effectifs salariés privés continuent leur progression. Celle-ci s'établit à hauteur de 3,4 % entre les quatrième trimestres 2021 et 2020, soit 3 185 salarié·e·s supplémentaires, une hausse légèrement inférieure à la dynamique bretonne (+3,8 %).

Cependant, tous les secteurs d'activités ne bénéficient pas de la même dynamique, même si la quasi totalité sont en hausse. En effet, le secteur des services administratifs et de soutien, auquel appartiennent les activités intérimaires, voit ses effectifs salariés privés reculer de 3,7 % sur le semestre. À l'inverse, le secteur de l'hôtellerie-restauration, après les difficultés importantes liées à la crise sanitaire, voit ses effectifs progresser de 14,5 % sur la période. Les secteurs des autres services ou des autres industries sont également en forte croissance (+5,5 % et +4 %).

Au sein du pays de Brest, l'ensemble des intercommunalités connaît une progression de l'emploi salarié privé, mais dans des rythmes de croissance nuancés. Les plus dynamiques sont la communauté de communes du Pays d'Iroise (+7,2 %), du Pays des Abers (+5,5 %) ainsi que Lesneven Côte des Légendes (+4,6 %). De leur côté, les communautés de communes de Pleyben-Châteaulin-Porzay, du Pays de Landerneau-Daoulas, de la Presqu'île de Crozon-Aulne Maritime connaissent une progression égale ou inférieure à la tendance globale du pays de Brest, et semblable à celle de Brest métropole.

### Variation de l'emploi salarié privé par pays breton entre les 4<sup>es</sup> trimestres 2020 et 2021



Source : Urssaf et traitement Adeupa - Réalisation : Adeupa Réf. : 411\_JF\_obs\_eco

## En 2021, le port de commerce de Brest 1<sup>er</sup> port breton

Avec un peu plus de 2,6 millions de tonnes de marchandises ayant transité par ses installations en 2021, le port de commerce de Brest, exploité par la Société portuaire Brest Bretagne<sup>2</sup>, retrouve son niveau de 2019 et confirme son rang de 1<sup>er</sup> port breton.

### Concession commerce

Le tonnage de marchandises ayant transité par le port de Brest en 2021 s'élève à 2 640 369 tonnes et retrouve son niveau de 2019. Malgré une nouvelle diminution des entrées de ciment, à 41 897 tonnes, les vracs non-agro ressortent à 672 789 tonnes, portés notamment par une progression des exportations de broyats de bois et des ferrailles (près de 230 000 tonnes). Les matières premières agricoles solides reculent de 14 % à 668 148 tonnes, marquées notamment par une forte baisse des entrées

de graines de soja (-141 857 tonnes) ou de tourteaux de tournesol (-36 987 tonnes). Les importations de phosphate alimentaire sont stables à près de 21 000 tonnes. Les importations d'huiles végétales, destinées à l'alimentation animale, sont en baisse à 9 419 tonnes alors que les exportations d'huiles de colza et de soja progressent pour atteindre 96 000 tonnes.

Après une année 2020 impactée par une très forte diminution de la demande essentiellement due aux deux confinements, les entrées de carburant progressent de 14 % à 848 341 tonnes, de même que les entrées de propane à 50 270 tonnes. En dépit des expéditions des premiers éléments des jackets<sup>3</sup> du parc éolien offshore de Saint Brieuc, les marchandises diverses s'inscrivent en recul à 293 279 tonnes. La flambée des taux de fret, la congestion sur les

principaux hubs et la pénurie de conteneurs ont pesé sur le trafic conteneurs qui ressort à 27 500 EVP<sup>4</sup> à partir de février 2022 (27 %).

Enfin, et alors que le port de Brest aurait dû réaliser son meilleur résultat avec 26 paquebots programmés, et qu'aucun paquebot n'a fait escale à Brest en 2020 du fait de la pandémie de la Covid-19, un timide redémarrage s'est amorcé en 2021 avec 5 escales et 3 000 passager·e·s.

Les perspectives liées à la guerre en Ukraine laissent présager d'un impact certain sur l'activité du port de commerce. Bien que les exportations au départ de Brest à destination de la Russie ou de l'Ukraine sont quasi-inexistantes, les importations en provenance de ces deux pays sont à l'inverse relativement importantes et dans des volumes non négligeables dans l'activité du port (28 % du trafic en 2021).

## Concession réparation navale

25 navires ont été accueillis en formes de radoub contre 22 en 2020 et 12 navires l'ont été aux quais de réparation contre 16 en 2020. Le nombre d'heures de grue progresse à près de 36 %.

- Trafic portuaire : **2 640 369** tonnes
- **12** navires accueillis aux quais de réparation
- **+36 %** d'heures de grue en 2021 par rapport à 2020

## Aéroport Brest Bretagne : une progression du trafic aéroportuaire importante

L'aéroport Brest-Bretagne, après avoir connu une chute du trafic de passager-e-s au 1<sup>er</sup> semestre 2021 (-7,2 %), a connu une forte hausse du trafic au second semestre, et progressé de 42 % sur l'année. Pour autant, le trafic de l'aéroport peine à retrouver son niveau de 2019, qui était jusqu'alors une année de référence pour l'aéroport de Brest-Bretagne. Au total, ce sont 655 000 passager-e-s qui ont transité par l'aéroport Brest Bretagne en 2021 soit le niveau d'affluence de 1988, contre 461 936 en 2020.

Plus précisément, les vols vers Paris ont enregistré un trafic en recul de 5,7 %. Le nombre de passagers vers Paris Orly a été divisé par 2. Dans le même temps, la fréquentation des autres vols réguliers nationaux a connu une forte progression (+90 %). À titre d'exemple, 40 518 passagers supplémentaires ont été comptabilisés à destination de Lyon et 65 761 vers Marseille. La crise sanitaire toujours à l'œuvre explique la faiblesse du trafic des lignes régulières vers les villes européennes, pourtant largement en hausse : près de 26 000 passagers en 2021, et en hausse de 75 %. S'agissant des vols charters, ce trafic est encore plus faible et s'établit à 6 408 passagers, contre 990 en 2020.

Plus globalement, plusieurs facteurs influencent aujourd'hui la fréquentation et le trafic de l'aéroport de Brest, à l'instar de la guerre en Ukraine<sup>5</sup>, de la hausse des coûts des carburants, et du départ de Ryanair (mais du retour de Flybe).

- **654 926** passagers en 2021 (+41,8 %)
- **1<sup>er</sup>** aéroport de Bretagne

<sup>2</sup> La Société portuaire Brest Bretagne est détenue à 51 % par la Région Bretagne, à 39 % par la Chambre de commerce et d'industrie métropolitaine Bretagne Ouest et 10 % par Brest métropole

<sup>3</sup> Structure métallique à la base de l'éolienne.

<sup>4</sup> Équivalent vingt pieds

<sup>5</sup> À partir de février 2022

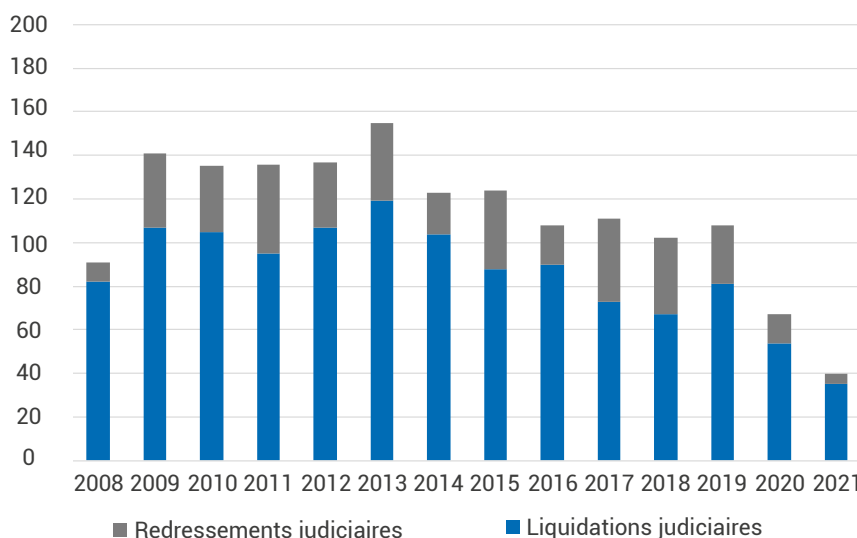
## Baisse continue des défaillances d'entreprises

Après une baisse continue des procédures de redressements et liquidations judiciaires<sup>6</sup> recensées par le Tribunal de Commerce de Brest sur l'année 2020 et le premier semestre 2021, cette tendance se confirme à nouveau au second semestre. En effet, 40 procédures ont été prononcées au cours des 6 derniers mois de l'année 2021, soit une baisse de 40 % comparativement à la même période un an auparavant, et de près de 63 % par rapport à 2019. La majorité des procédures prononcées au cours du second semestre 2021 sont portées par les liquidations judiciaires (35), qui connaissent une baisse de 35 % en un an, et de 61 % pour les redressements. Au global, le cumul de procédures collectives recensé en 2021 est en baisse de 60 % par rapport au volume moyen mesuré depuis 2007, ce qui constitue un niveau historiquement bas. Même par rapport à l'année 2019 durant laquelle on mesurait le niveau le plus bas de procédures collectives depuis 2008.

Les entreprises auront pu, tout au long de l'année, bénéficier de l'aide des pouvoirs publics pour surmonter les difficultés liées à la crise sanitaire et éviter l'explosion du nombre de faillites. Les périodes de confinement et les mesures successives auront mis à mal l'activité de nombreux secteurs, compensées par un appui financier de taille. Pour autant, le remboursement de ces prêts, le manque de liquidités, les difficultés de recrutement, la hausse des coûts des matières premières et l'inflation généralisée fragilisant le pouvoir d'achat des ménages pourraient mettre en difficulté bon nombre d'entreprises, découlant sur un phénomène de « rattrapage » dans les mois à venir.

<sup>6</sup> La défaillance (ou faillite) désigne pour une entreprise une situation de cessation de paiement, donnant lieu à une incapacité à faire face à ses engagements financiers et économiques (source : trésor.economie.gouv).

### Redressements et liquidations judiciaires prononcés au Greffe du tribunal de Commerce de Brest (au 2<sup>d</sup> semestre)



Source : Greffe du tribunal de Commerce de Brest et traitement Adeupa



## Immobilier d'entreprise, nouvelle baisse des autorisations en pays de Brest







Au second semestre 2021, la surface de locaux d'activité autorisée s'élève à 69 340 m<sup>2</sup>. Pour la deuxième année consécutive, les volumes de permis de construire sont en baisse, de 12 % par rapport à l'année dernière, et de 23 % par rapport à 2019. Il s'agit de la deuxième année la moins productive de la décennie, après 2015 (43 101 m<sup>2</sup>), et en retrait de 15 % comparativement à la moyenne mesurée depuis 2011. Et concernant les tendances annuelles, il s'agit également du deuxième exercice le moins pourvoyeur en surfaces autorisées depuis au moins 2002, en retrait de 20 % par rapport à la moyenne des vingt dernières années. La quasi-totalité des secteurs a été affectée par une baisse des surfaces autorisées,

notamment le secteur tertiaire. Le marché du bureau a reculé de 55 % par rapport au second semestre 2020 malgré la mise en œuvre de quelques gros projets dans les zones d'activités de l'Hermitage et de Kergonan Nord. À l'inverse, la création de surfaces commerciales repart à la hausse, au regard des permis déposés à Plougastel-Daoulas, dans la zone d'activité du Drevers à Pleyben ou encore pour l'extension de l'entreprise de motoculture Corlosquet équipements à Plounéour-Brignogan-Plages. L'industrie bénéficie d'une reprise très forte, avec la création de nouveaux locaux pour la société Morvan Viandes dans la zone de Sant Alar à Plouédern, ou encore la création de 2000 m<sup>2</sup> de surface supplémentaire

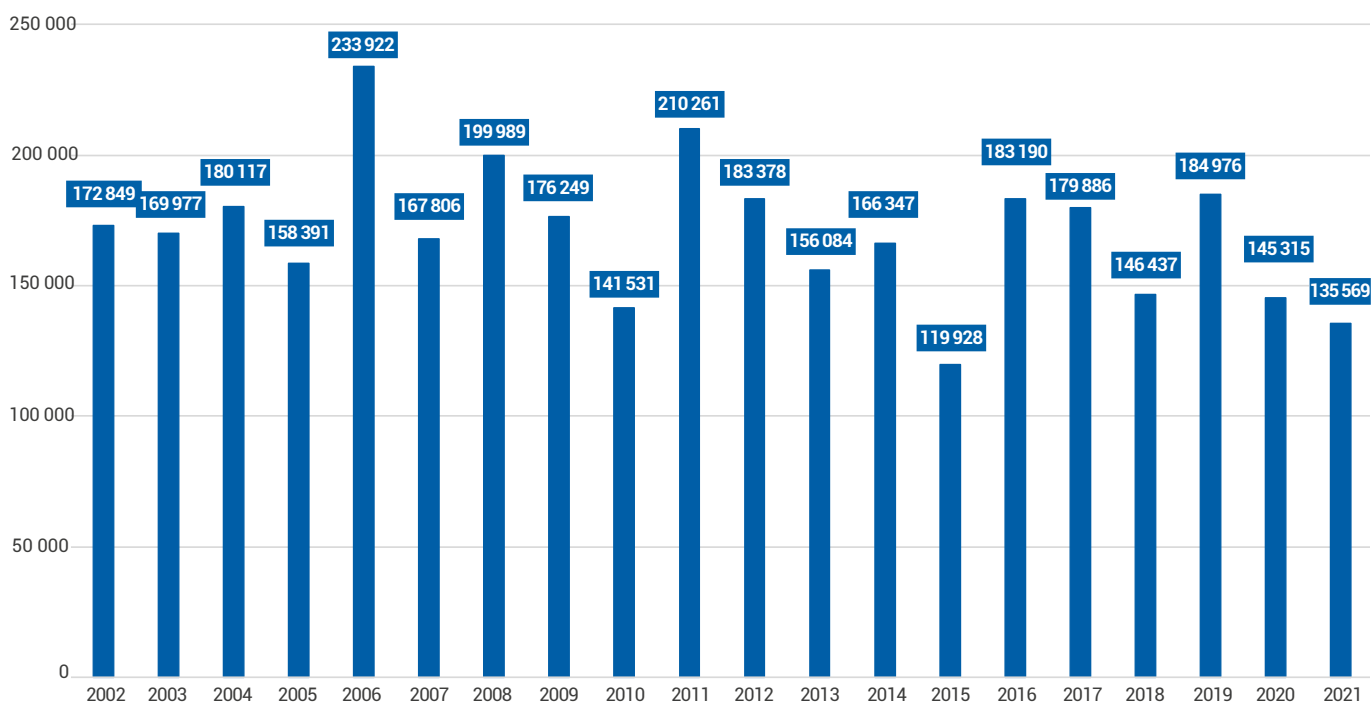
pour SDMO. Dans un autre registre, un atelier-relais sera créé en soutien aux activités industrielles, au sein du terminal EMR du port de Brest. Ce projet de plus de 1 300 m<sup>2</sup> destiné à la location s'inscrit dans le développement de la filière des énergies marines sur le territoire. D'autres projets sont aussi à noter dans la zone de Kerhuel à Milizac-Guipronvel, ou encore dans la zone de Penhoat à Saint-Divy où une nouvelle unité de production de l'entreprise MÉGO! devrait ouvrir au second semestre 2022. Engagée dans une démarche d'économie circulaire, la société blanc-bourgeoise recycle l'acétate de cellulose contenue dans les filtres de cigarettes pour créer du mobilier urbain à destination des entreprises et des collectivités dans le but de sensibiliser les fumeurs à de bonnes pratiques en termes de gestion des mégots.

En ce qui concerne les projets publics, plusieurs gros chantiers sont en cours, notamment le projet Menez Bihan, situé sur l'ancien site de l'IFAC à Lambézellec, qui accueillera un Ehpad et du logement collectif. Sur le port de commerce, près de 3 M€ ont été investis pour réaliser un nouveau centre d'hébergement et de réinsertion sociale à destination des publics en grande précarité. Il devrait ouvrir en 2023 et sera géré par la CCAS de Brest.

### Principaux permis déposés au cours du second semestre 2021

	<ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Village de Menez Bihan Brest</b> projet de <b>3 740 m<sup>2</sup></b> (services publics, Ehpad, logements collectifs)</li> </ul>		<ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Centre de réinsertion sociale (CHRS), Brest</b> projet de <b>2 268 m<sup>2</sup></b> (services publics et hébergement hôtelier)</li> </ul>
	<ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>SCCV ARTEMIS, Brest</b> projet de <b>3 305 m<sup>2</sup></b> (bureaux)</li> </ul>		<ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>SDMO Industries, Guipavas</b> projet de <b>2 118 m<sup>2</sup></b> (industrie)</li> </ul>
	<ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>SOCIETE MORVAN VIANDES, Plouédern</b> projet de <b>2 585 m<sup>2</sup></b> (industrie et bureaux)</li> </ul>		<ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>SCI TOSTA, Plougerneau</b> projet de <b>1 830 m<sup>2</sup></b> (artisanat et entrepôt)</li> </ul>

### Surfaces de locaux autorisés par année dans le pays de Brest entre 2002 et 2021 (en m<sup>2</sup>)



Source : Sit@del - traitement Adeupa

# Marché de l'emploi

## Une demande d'emploi en forte baisse, essentiellement favorable aux jeunes

En fin d'année 2021, le pays de Brest recensait 31 406 demandeur-se-s d'emploi de catégories A, B et C, ce qui constitue une baisse de 6,5 % par rapport au 2<sup>d</sup> semestre 2020. Cette dynamique est semblable à la moyenne régionale. À l'instar du semestre précédent, ce recul s'explique par un retour à la normale, au regard d'une année 2020 exceptionnelle, entrecoupée de périodes de confinement et de reprise de l'activité. Le niveau de demande d'emploi de fin d'année apparaît même moins important qu'en fin 2019 (-4,5 %), avant la crise sanitaire. Le nombre de personnes sans emploi, de catégorie A, a reculé de 13,4 % par rapport à la fin 2020, et de près de 9 % par rapport à la fin 2019, profitant globalement à l'ensemble des profils concernés. Cependant, l'analyse dans son ensemble, des catégories A, B et C montre que le fossé se creuse, entre les jeunes qui parviennent à réintégrer rapidement le marché de l'emploi et une situation qui s'enlise pour les seniors et les demandeur-se-s de très longue durée. Lors de la dernière année, le volume de personnes inscrites depuis 3 ans ou plus a même progressé de 2,3 %.

D'un point de vue infra territorial, la baisse de la demande d'emploi est relativement uniforme. L'ensemble des EPCI du pays de Brest a bénéficié d'une bonne dynamique, notamment en ce qui concerne la catégorie A. Pour l'ensemble des catégories, le recul est moins marqué dans la CC de Pleyben-Châteaulin-Porzay (-3,5 %) et dans la CC de la Presqu'île de Crozon-Aulne maritime (-1,9 %), où le nombre de seniors et d'inscrit-e-s de longue durée a pu augmenter significativement.

## Un taux de chômage historiquement bas lié à l'insertion des jeunes

Avec un taux de chômage de 6,1 %, la zone d'emploi de Brest, et le Finistère de manière générale, connaissent un niveau de chômage historiquement bas. À l'échelle départementale, il s'agit du niveau le plus bas constaté depuis 1982. Le territoire se situe toujours au-dessus de la moyenne régionale (5,8 %), mais figure dans une position plus favorable que la moyenne française de 1,1 point.

Ces bons chiffres se prolongent dans l'analyse du sous-emploi, caractérisant les personnes à temps partiel souhaitant travailler plus d'heures, et du halo du chômage, qui regroupe les inactifs non-disponibles mais souhaitant obtenir un emploi. Ces indicateurs montrent un niveau semblable voire meilleur qu'avant la crise sanitaire. La baisse du chômage s'explique en partie par le subventionnement inédit de mesures de soutien à destination des jeunes, pour favoriser l'embauche d'apprentis. À l'inverse, l'absence de dispositifs pour les seniors n'a pas permis de résorber la hausse de la demande d'emploi de ces profils. Par ailleurs, la rétention de main-d'œuvre au sein des entreprises a pu limiter le retour sur le marché de l'emploi de nombreux travailleur-se-s. Les nombreux mécanismes d'aide de l'État, la crainte d'une pénurie de main-d'œuvre et l'anticipation d'une forte reprise de l'activité sont autant de facteurs qui ont pu inciter les entreprises à conserver ces emplois. Ceci laisse entendre que si croissance économique il y a, celle-ci pourrait être moins prolifique pour l'emploi dans la mesure où les entreprises puiseraient d'abord dans leurs ressources internes.

7 Insee constate une stabilité du PIB au 1<sup>er</sup> trimestre 2022

## CHIFFRES-CLÉS DE LA DEMANDE D'EMPLOI DANS LE PAYS DE BREST



**17 022**

demandeur-se-s d'emploi de catégorie A (-13,4 % en un an ; -15,7 % en Bretagne)

**31 406**

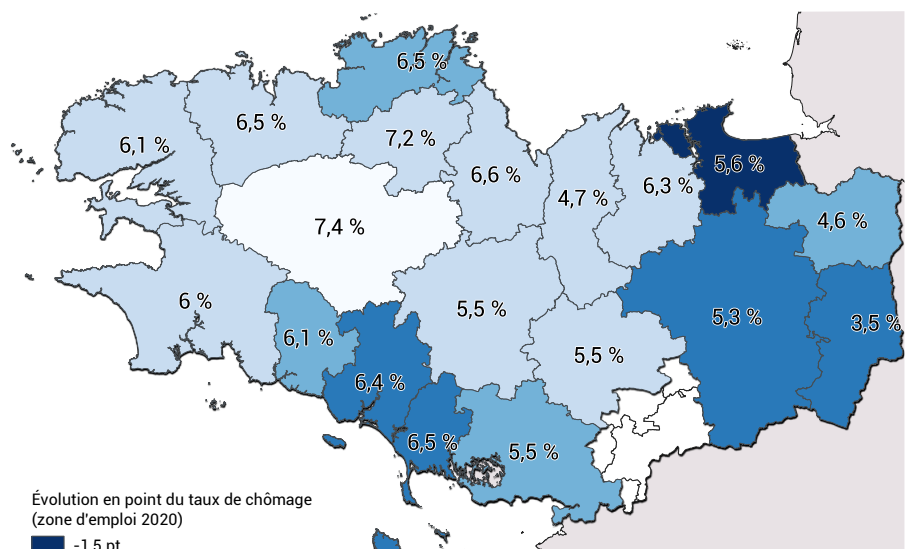
demandeur-se-s d'emploi de catégories ABC (-6,5 % en un an ; -7 % en Bretagne)



Les profils les plus concernés par le recul de la demande d'emploi en catégorie A  
**LES JEUNES DE MOINS DE 25 ANS** (-18,6 % en un an ; -22,8 % en Bretagne)  
**LES DEMANDEURS D'EMPLOI DE TRÈS LONGUE DURÉE >1 AN** (-17,6 % ; -20,3 % en Bretagne)

Les profils en difficulté concernant les catégories A, B et C  
**LES SENIORS DE MOINS DE 50 ANS ET PLUS** (-0,6 % en un an ; -1,9 % en Bretagne)  
**LES DEMANDEURS D'EMPLOI DE TRÈS LONGUE DURÉE >3 ANS** (+2,3 % en un an ; -0,6 % en Bretagne)

## Taux de chômage par zone d'emploi au 4<sup>e</sup> trimestre 2021



Évolution en point du taux de chômage (zone d'emploi 2020)

- -1,5 pt
- de -1,5 pt à -1 pt
- de -1 pt à -0,7 pt
- de -0,7 pt à -0,4 pt
- de -0,4 pt à -0,1 pt

Évolution moyenne régionale : -0,7 point



Source : Insee, estimations de taux de chômage localisés  
 Réalisation : Adeupa Réf. : 411\_JF\_obs\_eco

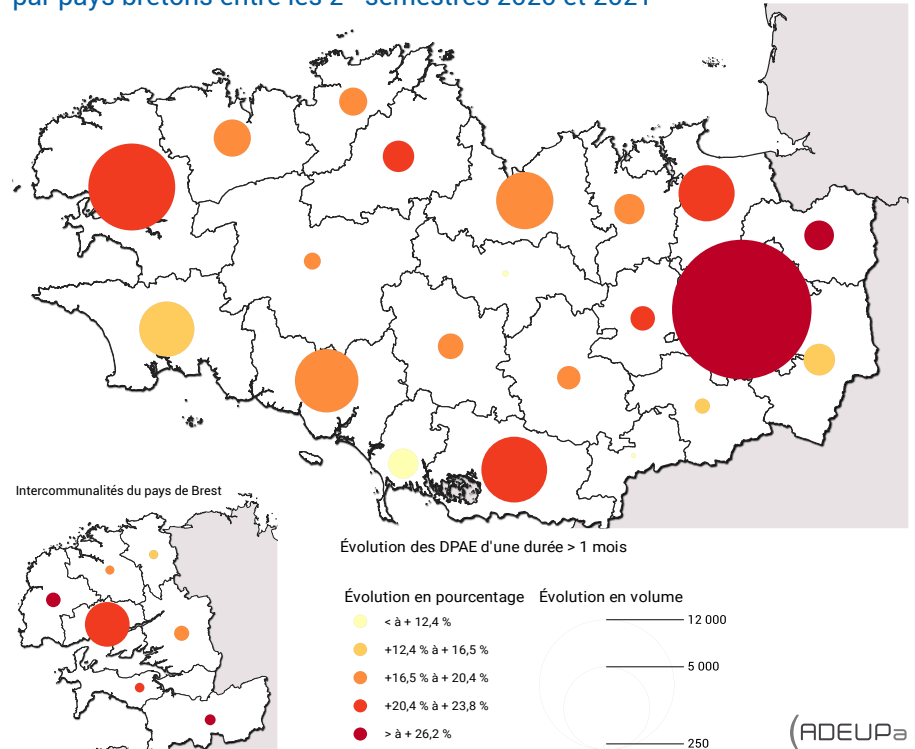
## Un volume d'embauches en forte hausse dans le pays de Brest

Lors du second semestre 2021, la reprise économique constatée au cours des 6 premiers mois de l'année poursuit sa progression. Elle se caractérise notamment par l'augmentation de 22,6 % du nombre de déclarations préalables à l'embauche entre les seconds semestres des années 2020 et 2021, soit 4 788 déclarations supplémentaires, une hausse supérieure à la dynamique bretonne (+21 %).

Pour autant, tous les secteurs concernés ne connaissent pas la même tendance. Le secteur de l'hôtellerie, des cafés et de la restauration connaît une augmentation de 52 % du nombre de contrats sur la période, et apparaît comme le plus dynamique. L'industrie, le commerce et les autres services sont également concernés par cette nette hausse (+24 %, +20 % et +18 %). À l'inverse, le BTP voit le nombre d'embauches augmenter de manière moins marquée (+2 %).

Au sein du pays de Brest, l'ensemble des intercommunalités connaissent une progression importante des DPAE. Le rythme de croissance est particulièrement soutenu au sein des communautés de communes de Pleyben-Châteaulin-Porzay (+28,6 %), du Pays d'Iroise (+27,6 %) ainsi que de Brest métropole (+23,7 %). De leur côté, les intercommunalités de la Presqu'île de Crozon-Aulne Maritime, du Pays des Abers, du Pays de Landerneau-Daoulas et de Lesneven Côte des Légendes, connaissent une progression importante, mais en deçà de la moyenne du pays de Brest.

### Évolution annuelle des déclarations préalables à l'embauche (DPAE) par pays bretons entre les 2<sup>ds</sup> semestres 2020 et 2021



Source : Urssaf et traitements Adeupa Réalisation : Adeupa Réf. : 411\_JF\_obs\_eco

## Un décalage croissant entre des besoins en hausse et une main d'œuvre moins disponible

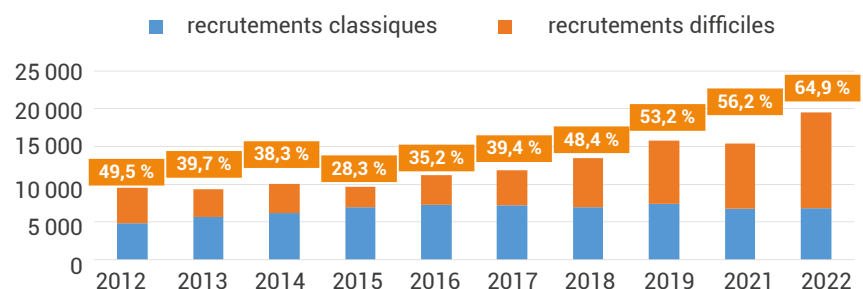
L'enquête réalisée par Pôle emploi sur les besoins de main-d'œuvre auprès des entreprises du pays de Brest montre un niveau inédit de projets de recrutements pour l'année 2022. Près de 20 000 projets ont été relevés, ce qui constitue une hausse de 4 000 contrats par rapport à l'année dernière (+26,7 %), bien plus marquée qu'à l'échelle nationale (+12 %). L'ensemble des grands corps de métiers sont concernés par cette progression des besoins, à l'exception des métiers de l'industrie dont les recrutements progressent plus lentement (+2,9 %). À l'inverse, les métiers liés au tourisme, à la vente et aux services font l'objet de nombreux projets supplémentaires, confirmant la reprise d'un secteur en plein rebond après avoir été durement touché par la crise.

Mais si les besoins des entreprises laissent augurer une belle reprise, la difficulté voire l'incapacité à recruter des salariés dans certains métiers freinent le redéploiement de l'activité. Le taux de difficulté atteint 65 % en 2022 et affiche une hausse de près de 12 points par rapport à 2019. Concrètement,

deux recrutements sur trois sont jugés difficiles, soit l'inverse du constat effectué en 2016. Les métiers de l'industrie sont les plus touchés, en tendance, par cette panne de recrutements, tandis que les secteurs du BTP et du tourisme affichent depuis quelques années déjà un niveau de tension relativement fort. Dans le détail, les métiers du secteur primaire (agriculture, maraîchage) pâtissent

de difficultés structurelles de recrutement, malgré les nombreux projets des entreprises. La pénurie de main-d'œuvre se prolonge également dans les métiers du BTP : ouvriers du bâtiment, maçons, couvreurs, etc. Les métiers de la santé, durement affectés par la crise sanitaire et pourtant très demandés, sont également en tension.

### Volume de projets de recrutements envisagés pour l'année à venir et taux de difficulté rencontré dans le pays de Brest



Source : Pôle emploi, enquête besoins de main-d'œuvre, traitement Adeupa

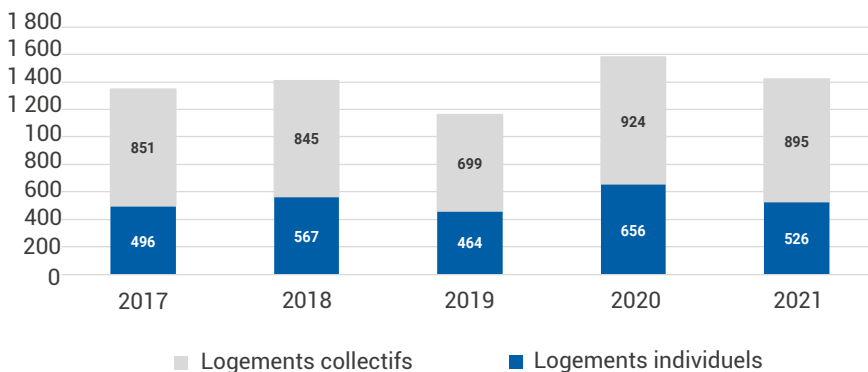
# Les ménages

## Permis de construire, en baisse au second semestre mais une année référence

1 421 logements ont été autorisés au 2<sup>d</sup> semestre 2021 dans le pays de Brest, contre 1 580 un an auparavant, soit une baisse de 10 % sur un an. Bien qu'en baisse, ce volume relativement important est comparable aux autorisations du second semestre de l'année 2018.

Globalement, sur l'année 2021, ce ne sont pas moins de 2 981 logements qui ont été autorisés, soit les volumes les plus importants depuis les pics de 2006 et 2007, avec respectivement 4 373 et 3 464 logements autorisés. Le poids de Brest métropole dans la construction de nouveaux logements tend à baisser depuis 2014, passant de plus de 50 % des logements autorisés annuellement en pays de Brest à 40 % en 2021.

Nombre de logements autorisés dans le pays de Brest au second semestre 2021



Source : SDES Sit@del2, traitement Adeupa

## Une épargne des ménages en forte hausse en 2021

Comme lors du premier semestre de l'année, le second semestre 2021 est marqué par une forte hausse de l'épargne des ménages (+6,30 %), comparativement à la même période en 2020. Cette hausse est encore plus marquée par rapport à 2019 (+13 %). Comme lors de l'année 2020, le contexte national de moindre consommation, notamment pour les activités de loisirs, a permis aux ménages d'augmenter leur épargne, et cela quel que soit le produit d'épargne. Pour autant, ce sont les produits d'épargne financière qui ont le plus bénéficié de ces mouvements de capitaux de la part des ménages.

Sur l'année, cette augmentation est de 9,4 % par rapport à 2020, qui était déjà caractérisée par un niveau d'épargne important.

L'évolution de la trésorerie des ménages est favorable sur le second semestre de l'année, par rapport à la même période un an plus tôt, mais fortement dégradée comparativement au second semestre de l'année 2019 (-13 %). L'investissement dans l'habitat se poursuit, de la même manière que lors du premier semestre de l'année, et s'établit en hausse de 5,3 % sur l'année par rapport à 2020.

## Surendettement : des situations financières plus saines mais plus précaires

En 2021, la situation financière des ménages finistériens les plus précaires tend à s'améliorer alors qu'en France, le nombre de procédures de surendettement engagées par les ménages a rebondi de 11 %. Les indicateurs relevés par la commission départementale de surendettement de la Banque de France montrent une baisse du nombre de situations déposées en 2021, dans la continuité des années précédentes. Au total, 1 259 dossiers ont été soumis cette année, soit une baisse de 25 % par rapport à 2019 et de 4 % par rapport à 2020. La crainte d'une reprise du surendettement liée au « gel » partiel ou à l'aménagement des dettes des ménages durant la première année de crise sanitaire ne s'est pas confirmée.

Au contraire, le niveau d'endettement médian (14 155 €) continue également de se résorber.

La situation des ménages précaires s'est assainie depuis plusieurs années comme en témoigne la baisse du poids des dettes à la consommation et des dettes immobilières. Cela illustre en revanche une plus grande difficulté à assumer des dépenses essentielles de la vie courante (factures d'énergie, frais de scolarité...). Le renforcement de l'inflation, probablement amené à perdurer, a fragilisé la situation économique des ménages les plus modestes, dont les revenus ont progressé moins vite sur la même période.

### LES OBSERVATOIRES | ÉCONOMIE DU PAYS DE BREST

Direction de la publication : Yves Cléach | Réalisation : François Le Pellec, Lucie Bianic, Quentin Delaune, Éric Stéphan (CCIMBO Brest)

Cartographie et traitements statistiques : Julien Florant, Arnaud Jaouen | Mise en page : Dune Idée/autre

Contact : adeupa Brest-Bretagne | 18 rue Jean Jaurès - 29200 Brest | Tél : 02 98 33 51 71  
contact@adeupa-brest.fr

Dépôt légal : 4<sup>e</sup> trimestre 2021 | ISSN : 2425-9608 | Réf : 21-196 | Site web : www.adeupa-brest.fr



LICENCE OUVERTE  
OPEN LICENCE